

LA FÉDÉRATION HORLOGÈRE SUISSE

ORGANE OFFICIEL de la CHAMBRE SUISSE DE L'HORLOGERIE, des CHAMBRES DE COMMERCE, des BUREAUX DE CONTRÔLE, des ASSOCIATIONS PATRONALES de l'INFORMATION HORLOGÈRE SUISSE et de la FIDUCIAIRE HORLOGÈRE SUISSE (Fidhor)

ABONNEMENTS : Un an Six mois
Suisse . . . Fr. 17.30 Fr. 8.65
Union postale . . . Fr. 31.— Fr. 15.50
Majoration pour abonnement par la poste
Compte de chèques postaux IV b 426

Paraissant le Jeudi à La Chaux-de-Fonds

LES CONSULATS SUISSES À L'ÉTRANGER REÇOIVENT LE JOURNAL

Responsable de la partie des annonces : Publicitas S. A., Succursale de Neuchâtel

ANNONCES :

suisse 15 centimes le millimètre,
étrangères 20 cts. le millimètre.
Les annonces se paient d'avance.

Organisation du monde et expériences nationales

L'expérience japonaise

Réduit à ses 380 mille km², les 1,080 Iles, le territoire japonais originel a peine à suffire à sa nombreuse population. On y compte, en effet, plus de 70 millions d'âmes. L'Archipel est montagneux. Les plaines sont rares. Le peuple japonais représente l'une des six plus grandes densités du monde. La tension du peuplement se manifeste aussi par la multiplication des villes.

Les problèmes de population, qui s'affirment avec une singulière acuité dans la statistique des excédents de naissance, ne peuvent être résolus ni par le malthusianisme, point conforme à la mentalité du peuple, ni par l'émigration, en dépit des espaces vides du Pacifique, et parce que les flottes mondiales devraient être mobilisées pour sortir de l'Archipel la population excédentaire de l'année. La guerre ne peut être envisagée comme solution.

La seule, dont on ne sait d'ailleurs si elle restera valable à l'avenir, consiste à mettre d'accord l'économie nationale et internationale, à payer l'importation des aliments et des matières industrielles par l'exportation de produits manufacturés fournis par l'artisanat et la grande industrie. Dans le domaine alimentaire, les Japonais ont fait le maximum: ils iront difficilement au delà des résultats du jardinage. La propre suffisance sur les Iles est condamnée. Par contre, dans un état de collaboration mondiale, le Japon bénéficie de sa situation géographique, en bordure de l'Asie, tout comme l'Angleterre, en face de l'Europe, a tiré profit de la sienne. En Extrême-Orient, seulement, l'industrie japonaise a, sur ses rivales, l'avantage de la proximité du vaste marché chinois. Elle devait la conserver jusqu'au jour où les industriels occidentaux ont installé leurs fabriques au cœur même de la Chine.

Ce jour-là, concurrencés dans leur débouché essentiel, se heurtant, d'autre part, à des Empires verrouillés, le franchissement des lignes étrangères par leurs marchandises étant, partout, taxé de dumping et traité en conséquence, les Nippons devaient être tentés de rechercher une solution de fortune.

L'importance que les Japonais attribuent à la seule économie chinoise, considérée par eux comme complémentaire de la leur, se mesure aux

sacrifices qu'ils ont consentis pour s'y assurer la prédominance. Il y fallut des guerres. Elles furent toutes des victoires. L'Empire du Soleil-Levant prouva que son nom était plus qu'un programme. En 1895, il arracha Formose à la Chine. La guerre russo-japonaise de 1904/05 aboutit à une première descente des Insulaires sur le continent. En 1910, la Corée est annexée. Les Japonais enlèvent aux Allemands, en 1915, les îles des Mers du Sud. L'Empire couvre alors une surface double des terres d'origine. La population dépasse déjà 100 millions d'âmes. Puis, la politique extérieure marque un temps d'arrêt. Pendant une vingtaine d'années, on n'entend plus parler des Nippons.

Cependant, les problèmes qui se posent à eux n'ont pas été résolus pour autant. L'approvisionnement en riz connaît, sans doute, quelque amélioration. Mais les fournitures alimentaires, dans l'ensemble, restent incomplètes. Et la question des matières premières se fait, chaque jour, plus ardue. Car, le Japon, par nécessité, s'industrialise rapidement. Débouchant alors des positions qu'il occupe en marge du Céleste Empire, il va tenter de constituer à son profit une communauté continentale. Il répète ainsi, à des siècles d'intervalle, l'expérience anglaise en Europe. Pour s'attacher la Mandchourie, il ne craint pas de se brouiller avec la République chinoise, suzeraine nominale du pays, ainsi qu'avec la S. d. N., dont il n'admet pas le blâme. La résistance des Chinois l'entraînera à la guerre. Les champs de soya ou les charbonnages de sa nouvelle sphère d'influence apportent un complément bienvenu au peuple japonais. Mais celui-ci s'intéresse bien davantage à la Chine, au sous-sol minéralisé, au sol fertile, et dont la population surabondante constitue une main d'œuvre bon marché et — l'essentiel pour le Japon — le quart de la clientèle mondiale.

Pour de telles valeurs, le Japon s'engagera à fond. L'actuelle guerre sino-japonaise est entrée dans sa septième année. Les Nippons tiennent la Chine septentrionale et côtière, où ils ont établi un gouvernement à leur dévotion. Mais le Centre et le Sud, qui répondraient mieux à leurs besoins, restent à conquérir. Le gouvernement de Tchoung-King est appuyé dans son effort de résistance par les Puissances capitalistes et, en

sous-main, par l'U. R. S. S. communiste. La lutte devient ardue.

Si la Chine se ralliait aux idées de Tokio, les données du problème japonais se transformeraient. Un espace grand comme l'Europe entrerait en collaboration. Dans la thèse japonaise, l'autarcie du territoire devient réalisable. La proximité relative, et l'orientation géographique des deux acteurs principaux, le Japon et la Chine, la facilitent. La compréhension des deux peuples, malaisée en raison de la multiplicité des langages, se réalise déjà dans l'unité « scripturaire ». La Chine, agricole et artisanale, en dépit de quelques exceptions de caractère local, se conjugue au Japon, industriel et commerçant.

Ce ne sont encore là que desiderata unilatéraux. La Chine demeure insaisissable. Elle se sent appuyée par de grandes Puissances. Le Japon s'exaspère. Il va jouer son va-tout. Il profite, une fois de plus, de la guerre en Europe pour améliorer sa situation en Extrême-Orient. C'est la campagne-éclair. On en sait l'issue. Toute l'Asie des moussons, c'est-à-dire l'Asie luxuriante et fortunée, à l'exclusion des Indes britanniques, mais y compris la Birmanie et l'Inde, tombe entre ses mains.

La situation se transforme. Si les Japonais se maintiennent dans leurs nouvelles possessions — et il y aura peine à les déloger — et en admettant qu'ils finissent par avoir raison des Chinois, ils auront fait de l'Extrême-Orient, égale en superficie à l'Europe, un tout sous leur autorité, leur direction ou leur influence.

Toutes les ressources qui leur sont nécessaires se trouvent à leur portée. Une population de 500 millions d'habitants — un quart de la population du globe! — obéit à leurs lois et additionne en leur faveur un pouvoir d'achat individuellement faible. Une nouvelle zone de grande densité, Java, travaille pour leur compte. La base alimentaire de l'Archipel devient parfaite, comme celle des matières premières. Les industriels d'Osaka auront même peine à satisfaire les peuples du grand espace. La flotte nipponne assurera les transports à distance, assistée du cabotage malais. L'écriture idéographique formera le lien entre tant de peuples divers, puisqu'on la lit de la Sibérie orientale à l'Indonésie. L'« espace » paraît inattaquable. L'Inde continentale reste sur la défensive. Les Dominions du Pacifique ou de l'Océan Indien sont trop peu peuplés pour créer une menace. Du côté des Etats-Unis, le Grand Océan couvre le Japon. La Russie est lointaine... Ch. B.

SOUDURE CASTOLIN N° 196
pour alliages de zinc (Z 040, Z 041, etc.)

Profils, tôles, décolletage. Emploi étendu pour boîtes de montres.
Basse température. Propre. Pas d'usinage.
Coule comme une soudure d'argent.



LA SOUDURE SUISSE DE QUALITÉ

SOCIÉTÉ DES SOUDURES CASTOLIN S. A.
LAUSANNE (Tél. 2 84 13)



Hongrie

Augmentation de la taxe de manipulation douanière

Suivant communication de la Légation de Suisse à Budapest, la taxe de manipulation douanière a été augmentée à partir du 1^{er} juillet 1943, de 1/2 % à 1 %, sur la valeur des marchandises dont l'importation en Hongrie est liée à une autorisation aux termes d'une ordonnance gouvernementale.

Importante fabrique de boîtes acier, métal et argent cherche pour entrée au plus vite,

employé

de la branche pour suivre la fabrication. Ecrire sous chiffre P 10465 N, à Publicitas La Chaux-de-Fonds.

La Fabrique d'horlogerie

CHS. TISSOT & FILS S. A., LE LOCLE

offre place stable de suite ou pour époque à convenir à

HORLOGER-TECHNICIEN

ayant déjà quelques années de pratique. Faire offres écrites avec curriculum vitae.

On cherche à reprendre

fabrication d'horlogerie conventionnelle de petite ou moyenne importance. Eventuellement collaboration avec entreprise actuelle en vue de l'organisation d'un département de chronographes et compteurs. Faire offres sous chiffre P 3280 N, à Publicitas Neuchâtel.

Importante fabrique d'horlogerie cherche

horloger complet

actif, de préférence ancien étudiant du technicum, âgé d'environ 25-35 ans pour le contrôle des fournitures et pour visiter la clientèle, connaissance à fond des langues allemande et française. Offres de service avec curriculum vitae, copies de certificats et photo sont à adresser sous chiffre J 10779 Gr, à Publicitas Granges.

PIERRES FINES

A vendre 2 millions de préparages rubis rouge vérifiés et visités. Offres sous chiffre 5870, à Publicitas Locarno.

NOTZ & CO. S.A.
BIENNE

ACIER
SANDVIK

Rédacteur responsable de la partie publicitaire: Publicitas S. A., Neuchâtel.

Editeur: La Fédération Horlogère Suisse S. A., La Chaux-de-Fonds

Imprimeurs: Haefeli & Co., La Chaux-de-Fonds.

Rédacteur responsable de la partie rédactionnelle: La Fédération Horlogère Suisse S. A., La Chaux-de-Fonds.

Abonnez-vous à

LA FÉDÉRATION
HORLOGÈRE SUISSE



HAUSER

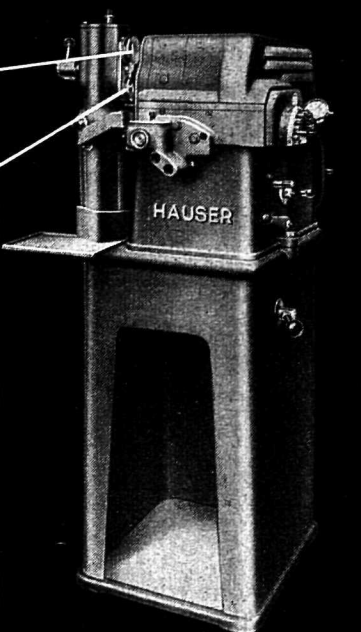
Machine automatique à 2 arbres à fraiser les noyures et passages

Cette machine à fraiser à 2 arbres est destinée au fraissage de passages et noyures d'horlogerie.

Capacité de fraisage 40x40 mm 9 arrêts de profondeur. Centrage de la machine par microscope.

GRANDE PRODUCTION!

Interchangeabilité absolue des cames et plaques de travail!



HENRI HAUSER S.A. BIENNE
FABRIQUE DE MACHINES DE PRÉCISION

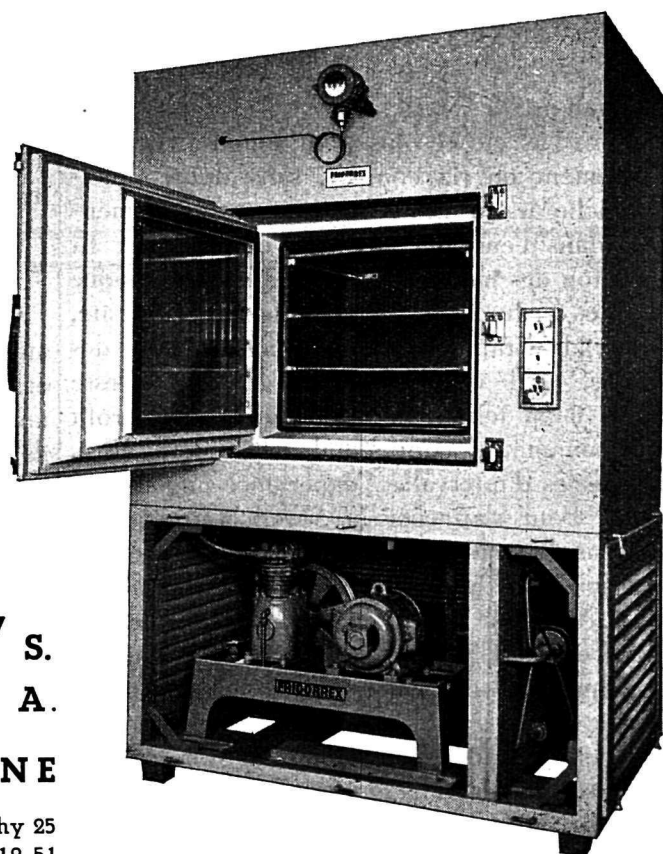
FRIGORREX

vous offre ses spécialités:

Armoires et installations frigorifiques à basses températures (jusqu'à -60°C) pour laboratoires d'essais et d'observation.

Installations de conditionnement d'air (température et humidité constante) pour locaux de jaugeage et mesure.

Nos services techniques sont à même de résoudre tout problème frigorifique.



FRIGORREX S. A.

LUCERNE

LAUSANNE

Bärenhof
Téléphone 2.22.08

Avenue d'Ouchy 25
Téléphone 3.19.51

CHEF D'ÉBAUCHES Mouvements terminés

Manufacture de montres cherche **TECHNICIEN** qualifié, bien au courant de la fabrication des ébauches. Entrée immédiate ou à convenir. Ecrire avec curriculum vitae et prétentions sous chiffre P 10453 N, à Publicitas La Chaux-de-Fonds.

et montres depuis 3 3/4 à 13" ancre, tous calibres, qualité soignée ou bon courant, sont livrés régulièrement, par fabricant conventionnel. Qualité et bien-facture garanties irréprochables. S'adresser à téléphone 4.63.34, Les Breuleux.

Chaque entreprise devrait être pourvue d'un organe s'acquittant de ces tâches sous sa propre responsabilité. Là où il y a un chef du personnel ou un service du personnel, il faut veiller non seulement que celui ou ceux qui sont préposés à ce service aient la formation et les qualités de caractère requises, mais aussi qu'ils occupent dans l'entreprise une position en rapport avec l'importance de leurs fonctions. Le chef du personnel ne doit pas avoir uniquement en vue les intérêts de l'employeur. Il faut que la confiance du personnel lui soit acquise, car il doit faire office d'intermédiaire entre celui-ci et l'employeur.

Il ne suffit pas, pour que règne un esprit de collaboration, une communauté de travail, que la direction soit, du point de vue professionnel, à la hauteur de sa tâche. Chaque directeur, chef de département et contremaître doit savoir comment traiter, diriger et conduire ses subordonnés. L'éducation du chef appelle donc la plus grande attention. Plusieurs grandes entreprises suisses ont organisé, depuis quelques années, des cours où l'on enseigne comment doit être traité et dirigé le personnel. Tous les chefs d'exploitation, du directeur au chef de groupe, suivent ces cours. Les exemples de cette nature méritent d'être suivis.

Innombrables sont les moyens d'exercer une influence éducatrice. La distance qui sépare le chef responsable du travailleur doit être aussi brève que possible. Une parole franche, prononcée d'homme à homme, peut opérer des miracles; elle honore celui auquel elle s'adresse et lui inspire confiance. Chaque travailleur doit avoir la possibilité d'exprimer librement à son chef ses vœux, remarques et griefs.

Les employeurs qui s'acquittent de leur tâche sociale ont le droit et le devoir de rappeler cette tâche, personnellement ou par l'intermédiaire des associations patronales, aux chefs et directeurs d'entreprises qui la négligent et compromettent ainsi la paix du travail, la sécurité des entreprises, et, en fin finale, la défense économique du pays.

c) **Protection des entreprises.** Chaque exploitant est responsable de l'esprit qui règne dans son exploitation. Il doit veiller qu'aucun élément perturbateur ne pénètre dans son personnel. Lorsqu'il peut s'appuyer en toute confiance sur la majorité de ses collaborateurs, il s'en remettra au personnel du soin d'organiser, sous la direction des commissions du personnel, la protection de la fabrique, s'inspirant ainsi du principe qui veut que « le travailleur assume lui-même la protection de son lieu de travail ».

La sécurité des entreprises qui ne sont pas militarisées rentre dans la compétence du Ministère public de la Confédération, secondé par les autorités de police cantonales et locales. Les autorités compétentes exerceront une surveillance, soit de leur propre chef, soit sur la base des rapports qui leur parviennent; elles s'appliqueront à prévenir tout danger menaçant la sécurité des entreprises et à poursuivre les personnes qui troubleraient cette sécurité.

Quant à la protection des entreprises dont l'activité revêt une importance vitale pour le pays, elle incombe au commandant territorial de l'arrondissement dont elles relèvent, lequel dispose, non seulement des forces de police, mais aussi de l'armée.

La meilleure des protections n'en demeure pas moins une véritable communauté de travail où employeurs et travailleurs se sentent solidaires dans les bons comme dans les mauvais jours. En s'attachant à sauvegarder la paix du travail, chaque participant à l'exploitation collabore, de la manière la plus efficace, à la sécurité de l'entreprise et apporte ainsi sa contribution à la défense économique du pays.

Berne, le 21 juillet 1943.

Office de guerre pour l'industrie et le travail,
le chef: E. Speiser.

Chine

Nous apprenons que des paquets contenant des envois de montres d'origine suisse destinés à la Chine sont restés en souffrance en route. Tous ces paquets indiquent comme expéditeur une maison de New-York. Les maisons qui ont exporté par ce moyen des montres en Chine, montres qui ne sont jamais arrivées ou qui n'ont pas été retournées à l'expéditeur, sont priées de se mettre en rapport avec le siège de Zurich de l'Office suisse d'Expansion commerciale. Copies des factures correspondantes, ainsi que toute autre information utile doivent être envoyées à Zurich.

Ordonnances fédérales

Ordonnance du Département fédéral de l'économie publique sur le Registre des entreprises

Le Département de l'économie publique nous prie de rappeler, à l'attention des entreprises horlogères, les dispositions de l'ordonnance qu'il a promulguée le 22 juin 1943, concernant le Registre des entreprises horlogères.

Les maisons sont invitées à s'inscrire au moyen des formules mises à disposition par la section, dans le délai imparti. **Ce délai vient d'être prolongé du 15 août au 15 septembre 1943.**

Pour le cas où des maisons n'auraient pas été atteintes par les organisations horlogères auxquelles elles se rattachent ou par les autorités cantonales ou communales, la Chambre suisse de l'horlogerie se tient à disposition pour remettre la demande d'inscription sur le Registre.

Il est rappelé que toutes les entreprises, qu'il s'agisse de maisons se rattachant ou non à des groupements professionnels existants, doivent être inscrites sur ce Registre.

L'Union des arts et métiers et la formation professionnelle

Depuis sa création, en 1879, l'Union suisse des arts et métiers a consacré le meilleur de ses forces aux problèmes, si importants pour l'artisanat, de l'apprentissage, de l'enseignement professionnel et de la formation professionnelle en général. Le dernier numéro de l'organe officiel de l'Union donne un intéressant aperçu du travail accompli et des résultats obtenus. C'est surtout à l'Union suisse des arts et métiers que revient le mérite d'avoir suggéré ou fait aboutir des mesures propres à redonner à l'apprentissage artisanal, à la formation professionnelle de la jeunesse, le rang et l'importance que ces problèmes vitaux pour le sort des métiers avaient malheureusement perdus au cours du siècle passé. Et c'est à elle encore qu'on doit l'institution des examens professionnels supérieurs (maîtrise), aujourd'hui consacrés par la loi, qui ont contribué si fortement à relever le niveau professionnel du patronat des métiers et dont on peut certainement attendre beaucoup encore. Le fait seul que le Département fédéral de l'économie publique a promulgué jusqu'à aujourd'hui 91 règlements sur l'apprentissage, englobant 125 professions, donne une idée des démarches et efforts accomplis par l'Union pour former une main-d'œuvre qualifiée dans les arts et métiers.

L'assurance-chômage en 1942

L'année dernière, les prestations des caisses d'assurance-chômage se sont élevées au total à 14,93 millions de francs, ce qui représente 2,5 millions de francs de plus qu'en 1941, bien que, l'année dernière, la situation du marché du travail ait continué à être favorable. Cette augmentation des dépenses est due à des circonstances extraordinaires. Elle provient tout d'abord de ce que, en janvier et février 1942, la température a été exceptionnellement basse, ce qui a entravé momentanément les travaux du bâtiment et augmenté les indemnités de chômage versées aux assurés de la branche. En outre, un certain nombre d'entreprises ont dû restreindre momentanément leur activité, faute d'énergie électrique et de combustible, d'où une augmentation du chômage partiel. Enfin, l'indemnité journalière moyenne a été augmentée. L'aide de crise a absorbé au total 335,000 francs. Sur les 15,2 millions de francs dépensés pour l'assurance-chômage et l'aide de crise, les pouvoirs publics: Confédération, cantons et communes ont versé au total 9,6 millions de francs.

Commerce extérieur

Le nouvel accord de transfert financier hispano-suisse

L'Office suisse de compensation à Zurich communique:

L'accord de transfert hispano-suisse signé à Madrid et ratifié par le Conseil fédéral dans sa séance du

16 juillet 1943 prévoit le transfert intégral de revenus de créances financières, échus durant l'année 1943, si les créances en question répondent à certaines dispositions concernant le jour-critère, la qualité de créancier suisse du propriétaire, etc. Les créanciers suisses, dont les créances sont incorporées dans des titres ou des coupons, peuvent s'adresser à partir du 1^{er} août 1943 à la banque suisse avec laquelle ils sont en relations d'affaires ou à toute autre banque suisse de leur choix. Les créanciers individuels, c'est-à-dire les créanciers dont les créances ne consistent pas en des titres (par exemple propriétaires d'immeubles et de participations non incorporées dans des titres, d'hypothèques, de prêts, de comptes courants, etc.), peuvent se mettre directement en rapport avec l'Office suisse de compensation, à Zurich, Börsenstrasse 26.

A part ce transfert des revenus courants, un premier acompte de 20 % est prévu sur les échéances arriérées de revenus échus jusqu'au 31 décembre 1942. Il est à prévoir que d'autres acomptes sur les revenus arriérés pourront être versés à l'avenir selon les moyens destinés à ce but qui seront disponibles dans le clearing hispano-suisse. Toutefois, seuls les créanciers qui auront déclaré leurs avoirs **jusqu'au 31 octobre 1943 au plus tard**, auprès de l'institut qui est compétent pour eux (propriétaires de titres auprès des banques, créanciers individuels auprès de l'Office suisse de compensation), pourront être pris en considération en vue du transfert de leurs revenus arriérés échus jusqu'au 31 décembre 1942 compris. Les intéressés sont donc invités à faire leurs déclarations dans le délai prescrit stipulé ci-dessus.

Trafic des paiements avec l'étranger

Colombie

Modification des prescriptions pour le trafic des paiements

Jusqu'à présent, le permis d'importation de marchandises étrangères n'était octroyé que contre dépôt de la contre-valeur de 5 % en monnaie nationale auprès de la Banque de la République. Or, une nouvelle ordonnance vient de paraître supprimant, à partir du 7 avril 1943 déjà, l'obligation de cette remise de 5 %. A partir de la date précitée, les licences d'importation, en Colombie sont délivrées après perception du 1 % de la valeur d'importation, ce paiement s'effectuant en timbres.

Ajoutons encore que le 7 avril 1943, le Comité directeur de stabilisation de Colombie a modifié le cours du peso colombien pour les marchandises importées dans les catégories 2, 3 et 4. En voici d'ailleurs le tableau:

1 ^{re} catégorie	175 1/2	175 1/2
2 ^{me} »	179 1/2	177 1/4
3 ^{me} »	187	179
4 ^{me} »	195	180 3/4

Transports maritimes suisses

Communication n° 21 de l'Office de guerre pour les transports, du 26 juillet 1943)

Exportation

Gênes—Philadelphie:

s/s « Calanda » XVI, départ de Gênes le 22 juin 1943, arrivée à Lisbonne le 29 juin 1943, départ le 7 juillet 1943 pour Philadelphie, où le vapeur est attendu vers le 28 juillet 1943.

Lisbonne—Philadelphie:

s/s « Calanda » XVI, départ de Lisbonne le 7 juillet 1943, attendu à Philadelphie vers le 28 juillet 1943.
s/s « Hélène Kulukundis » XX, départ de Lisbonne fin juillet 1943.

Gênes—Lisbonne:

s/s « Generoso » XVII, arrivée à Lisbonne le 25 juillet 1943.
s/s « St-Cergue » XIII, mise en charge à Gênes vers le milieu d'août 1943.

Communication n° 22 de l'Office de guerre pour les transports, du 2 août 1943

Exportation

Gênes—Philadelphie:

s/s « Calanda » XVI, arrivée à Philadelphie le 29 juillet 1943.

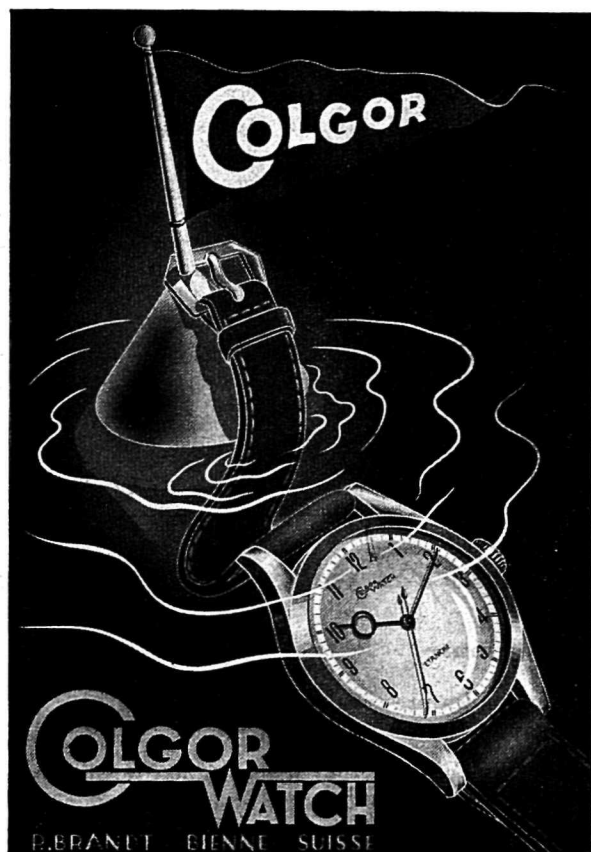
JURA WATCH CO., DELÉMONT (SUISSE)

MANUFACTURE DE MONTRES ROSKOPF SOIGNÉES ET BON MARCHÉ POUR TOUS PAYS

Grande production en savonnettes dorées, argentées, nickelées et acier noir, 16 et 19 lignes

Spécialité pour l'Amérique du Nord, l'Amérique du Sud, l'Angleterre et Colonies, Pays du Nord.
Articles courants et de précision

Montres - bracelet ancre extra plates et étanches, pour hommes et dames, cylindre et système Roskopf, fantaisie, bon marché et soignées.



DÉPT JAUGES „CARY“



JAUGES TAMPONS DE PRÉCISION
BAGUES

CHATONS S.A.

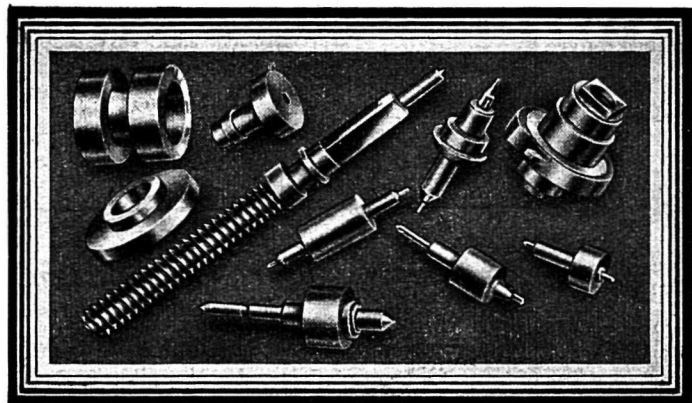
LE LOCLE (SUISSE)



FABRIQUE DE FOURNITURES D'HORLOGERIE

HERMANN KONRAD S.A.

LA CONDEMINÉ MOUTIER LA CONDEMINÉ



SPÉCIALITÉS : ARBRES DE BARILLET FINIS - AXES DE BALANCIER PIVOTÉS
TIGES REMONTOIR AVEC CARRÉ FRAISÉ

Banque Cantonale de Berne

Garantie de l'Etat

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE, BOURSE, CHANGE,
ESCOMPTE, GÉRANCE

ACHAT ET VENTE DE MÉTAUX PRÉCIEUX

TITULAIRE DE LA PATENTE COMMERCIALE

SUCCURSALES ET AGENCES DE LA RÉGION HORLOGÈRE :

BIENNE - SAINT-IMIER - PORRENTUAY - MOUTIER - DELÉMONT - TRAMELAN
NEUVEVILLE - SAIGNELÉGER - NOIRMONT MALLERAY - LAUFON - TAVANNES

L'USINAGE DE QUALITÉ DEMANDE

DES OUTILS DE QUALITÉ

DONC :



Stellcam

OUTILS EN MÉTAL DUR

Pour TOURNER, DÉCOLLETER, FRAISER, PIVOTER, ETC.

WOLFRAM & MOLYBDÈNE S.A. NYON TEL. 9.51.91

Office de guerre pour l'industrie et le travail

Directives en vue d'assurer la sécurité et la paix du travail dans les entreprises industrielles

Introduction

Le peuple suisse est résolu à maintenir son indépendance par tous les moyens; sa volonté de tenir se manifeste par les diverses mesures prises pour assurer la défense militaire, spirituelle et économique du pays. Or, pour que la défense soit assurée dans l'un de ces domaines, il faut qu'elle le soit en même temps dans les deux autres. L'armée la mieux équipée ne sert à rien si la troupe n'a pas un bon moral et si l'armature économique, et avec elle le front intérieur, s'effondre. De même, les difficultés de l'après-guerre ne pourront être surmontées que si l'économie reste saine.

Il faut, pour assurer la défense économique du pays, régler l'emploi des matières premières, la production et la distribution d'énergie et de chaleur, ainsi que l'affectation de la main-d'œuvre. Cette tâche importante incombe à l'Office de guerre pour l'industrie et le travail; c'est donc lui qui doit veiller que le travail continue et que l'appareil de production reste intact. En période d'économie de guerre, machines, installations industrielles, usines de force motrice, bâtiments et locaux d'exploitation ne constituent pas seulement des capitaux privés; ce sont là autant d'instruments nécessaires à la défense nationale. L'ensemble du pays est donc intéressé à leur maintien. C'est pourquoi, l'Office de guerre pour l'industrie et le travail doit prendre toutes mesures utiles pour conserver ces valeurs nationales.

A cet ordre de mesures ressortissent toutes les dispositions tendant à assurer la sécurité des entreprises. Les malaises sociaux, les tensions entre patrons et ouvriers sont de nature à compromettre cette sécurité. Les directives qui suivent ont pour but de signaler les dangers susceptibles de menacer la sécurité des entreprises, d'indiquer les moyens de les combattre, ainsi que de démontrer à tous les intéressés — employeurs et travailleurs — l'importance de leur comportement pour la défense économique du pays et, par cela même, pour le maintien de notre indépendance et de notre liberté.

I. Dangers susceptibles de menacer la sécurité de l'entreprise

Les travailleurs suisses, sur qui pèsent de lourdes charges depuis le début de la guerre, ont rempli fidèlement leur devoir envers la patrie; conscients des biens à conserver, ils ont consenti les sacrifices nécessaires. Durant cette période de neutralité armée, l'existence de chacun, dans sa sphère morale comme dans sa sphère matérielle, se voit soumise à une pression qui augmente année après année, à mesure que s'étend le champ d'application de l'économie de guerre. L'enrichissement de la vie, qui, en partie, n'est qu'insuffisamment compensé par les ajustements de salaire, compromet la sécurité économique du travailleur ou le contraint à réduire ses conditions d'existence. Le spectre du chômage qui se profile devant le manque de matières premières et l'attente d'un travail, inaccoutumé peut-être, qui devra être exécuté hors du lieu de domicile, loin de la famille, oppriment les esprits.

Nombre d'entreprises sont menacées dans leur existence par suite de la disette de matières premières; d'autres souffrent des difficultés croissantes qui entraînent les importations et les exportations; d'autres encore sont privées de leurs débouchés extérieurs et, partant, de sources importantes de revenus. Avec la meilleure volonté, elles ne parviennent pas à mettre leur personnel entièrement à l'abri des difficultés.

Il est dès lors à craindre que la propagande étrangère ne s'infilte dans les milieux les plus divers et n'y trouve créance. Il se peut que les personnes ainsi influencées, ignorant la situation réelle, incapables d'apprécier objectivement les faits et à les soumettre à une comparaison exacte, ne voyant dès lors qu'un côté des choses, aient l'impression que notre pays ne suit pas le progrès social et que notre démocratie se laisse devancer par d'autres régimes apparemment plus agissants dans le soutien des classes économiquement faibles. Même s'il n'y avait d'abord qu'une poignée d'égares et d'extrémistes qui perdent ainsi la juste notion des choses, ces quelques personnes n'exerceraient pas moins, sur leur entourage, une influence funeste de nature à troubler gravement les dispositions d'esprit des travailleurs.

II. Rapports actuels entre employeurs et travailleurs

Le monde patronal suisse, lui aussi — il est juste de lui rendre ce témoignage — s'est, à quelques exceptions

près, montré à la hauteur des devoirs qui lui ont été imposés par la guerre. On relève à son actif nombre d'initiatives des plus heureuses tendant à obvier aux fâcheux effets du renchérissement de la vie. Bien des entreprises, nonobstant le manque de travail, ont gardé leur personnel, ce qui ne s'était peut-être pas produit dans une aussi large mesure durant la guerre 1914/18. De remarquables efforts ont été accomplis pour permettre à la fabrication de se servir de succédanés et de faire face aux difficultés d'approvisionnement en matières premières, ainsi que de se plier aux changements qui se sont produits dans les conditions d'écoulement de la marchandise, tant sur le marché suisse que sur les marchés étrangers. Toute cette œuvre d'adaptation sauvegarde la marche des entreprises, mais elle a nécessité, surtout dans la période de recherches et de mise en train, l'immobilisation de gros capitaux, dont on ne peut encore prévoir le degré de rentabilité.

Dernièrement, la direction d'une entreprise, rendant compte aux actionnaires du résultat de l'exercice annuel et voulant leur expliquer pourquoi aucun dividende ne pouvait être distribué, s'est exprimée comme suit, sans soulever la moindre objection: « Nous devons subordonner le résultat économique de l'entreprise à l'intérêt général du pays. » Ce qui montre bien que les bailleurs de fonds sont, eux aussi, pleinement conscients du sérieux de la situation présente.

Mais, on ne saurait trop le dire, un seul chef d'entreprise qui manque de sens social annihile, et au delà, tout le bien que peuvent faire des centaines d'autres qui pensent et agissent selon ce qu'ils estiment être leur devoir. Dividendes élevés d'une part, salaires bas et indemnités de renchérissement insuffisantes d'autre part, c'est là une antinomie qui ne laisse pas de faciliter grandement les manœuvres des agitateurs.

Il arrive souvent que les salariés ne soient pas suffisamment renseignés sur les efforts que doit déployer et les difficultés que doit surmonter l'entreprise qui les emploie. C'est peut-être, en partie, parce que le contact entre patrons et salariés a fait défaut ou a été établi trop tard.

Fréquemment aussi, le chef d'entreprise ne voit pas la nécessité de renseigner son personnel. Cela arrive plus particulièrement dans les établissements où l'idée de communauté de travail n'a pas pénétré. L'obstacle vient parfois de cette conception fautive de l'autorité qui porte le chef de l'entreprise à croire que, pour être « maître chez soi », il doit empêcher ses ouvriers de se syndiquer, bien que la Constitution leur en garantisse formellement le droit. Or — qu'on le remarque bien — n'est pas « maître chez soi » celui qui veut ignorer toute communauté d'intérêts avec son personnel ou qui ne sait que se prévaloir orgueilleusement de sa prééminence, mais bien celui qui, tacitement et tout naturellement, est reconnu comme le chef, à raison de ses capacités et de son activité; il est alors réellement au centre de la communauté de travail, comme le père dans la famille.

III. Mesures à prendre

a) **Eclaircissements à fournir.** Les employés et ouvriers de notre pays, dans leur très grande majorité, pensent et agissent en vrais Suisses; ils ne céderont donc pas aux influences étrangères s'ils savent pourquoi ils travaillent, à quoi servent leurs sacrifices et ce qu'il s'agit de sauvegarder. Ils ont les yeux et l'esprit grand ouvert sur le cours des événements. Ils voient où mène la perte de la liberté; aussi sont-ils prêts à défendre ce bien précieux. Tout cela, la propagande étrangère le sait aussi; c'est pourquoi, elle cherche à saper, de l'intérieur même de notre pays, la confiance en notre politique économique et en nos autorités. Le mieux, pour combattre ces tentatives, est d'expliquer aux travailleurs l'état réel des choses et le danger de la situation. Il faut donc, soit par l'organisation d'assemblées, soit par l'organe d'hommes de confiance ou de commissions du personnel, éclairer les employés et les ouvriers d'une entreprise sur les difficultés qui lui sont propres et sur celles que rencontre l'économie de guerre dans son ensemble, ainsi que sur les mesures prises pour y faire face. Les travailleurs doivent savoir ce que notre pays et ses autorités exigent de chacun; ils doivent apprendre à mesurer toute l'importance de la sécurité des entreprises et de la paix sociale, comme aussi toute l'importance de leur attitude et comportement personnels. Les syndicats et les représentants ouvriers, dans leur très grande majorité, ont prouvé ces dernières années qu'ils pouvaient, lorsque les chefs d'entreprise acceptaient loyalement leur collaboration, faire œuvre fort utile pour éclairer le personnel et assurer le contact avec lui. Tant qu'ils reconnaissent comme principe fondamental le maintien de l'entreprise et la sécurité de son exploitation, l'employeur doit, lui aussi, les regarder comme les défenseurs légitimes du personnel.

On dispose également de précieux moyens d'information dans les cours organisés par la section « Armée et Foyer » de l'adjudance générale de l'armée. Des personnes qualifiées y exposent les mesures prises pour assurer la défense militaire, spirituelle et économique du pays. On y apprend, à la lumière des faits, de quoi il retourne pour chacun individuellement et pour la collectivité dans son ensemble, ce qui a été entrepris pour surmonter les difficultés, comment il faut voir le temps présent et comment nous devons nous armer pour l'avenir, si nous voulons être en mesure de traverser l'épreuve et de sauver le pays des périls de l'heure. Après l'exposé du conférencier, une discussion est ouverte où réponse est donnée aux questions posées, où les malentendus sont dissipés et où les faux-bruits sont mis à néant. L'idée qui préside à ces cours d'information est le respect absolu de la vérité. Pas de phrases, mais des faits, même s'ils sont déconcertants. Les dangers sont signalés et les moyens de les combattre indiqués. Les citoyens suisses qui se sont inscrits à ces cours y sont convoqués militairement, mais ils les suivent en habits civils. Ils reçoivent la solde de leur grade, la nourriture, le logement et un bon de transport, de sorte qu'ils sont défrayés de toute dépense. Ces cours durent, en règle générale, 1 jour et demi, portant sur un samedi après-midi et un dimanche. La section « Armée et Foyer » a également organisé semblables cours d'information pour le personnel de certaines industries. Le succès qu'ils ont remporté prouve que des conférences peuvent fortifier le sentiment de la solidarité nationale. Les inscriptions aux cours sont reçues par les syndicats, par les commissions de travailleurs ou par la direction des entreprises; le service de renseignements de la section « Armée et Foyer », poste de campagne 17, se tient à la disposition des intéressés pour l'organisation de cours d'information.

Outre ces exposés qui tendent à donner une connaissance générale des questions touchant notre défense nationale, il importe de procéder à des échanges de vues avec les organismes de liaison (commission de travailleurs, hommes de confiance, syndicats) sur tout ce qui intéresse l'entreprise, sur l'organisation du travail, ainsi que sur les problèmes de l'après-guerre. Des conférences et soirées de discussion avec le personnel permettent d'éclairer celui-ci sur les mesures prises en vue d'augmenter les occasions de travail, sur les projets de travaux, l'affectation de la main-d'œuvre et l'approvisionnement en matières premières. Le personnel doit être renseigné par la direction de l'entreprise sur toutes les mesures et tous les événements importants de nature à l'intéresser. On ne devrait pas perdre de vue que le personnel en sait souvent plus long qu'on ne le suppose — toutes incomplètes que puissent être ses informations — sur ce qui se passe dans l'exploitation d'une entreprise.

b) **Mesures d'ordre social.** Il est du devoir de chaque employeur de servir à son personnel, jusqu'à la limite de ses possibilités, c'est-à-dire dans toute la mesure compatible avec le maintien de bonnes conditions d'exploitation, des indemnités de renchérissement et d'autres allocations propres à atténuer les fâcheux effets de l'enrichissement de la vie. Il y a lieu d'envisager aussi l'octroi d'allocations familiales. Un employé ou un ouvrier ne devrait être licencié qu'en cas de circonstances impérieuses, et encore faudrait-il prendre sa situation personnelle en considération. Autant que faire se peut, on devrait, en outre, aider le travailleur licencié à trouver un autre emploi. Plutôt que de licencier un employé ou un ouvrier faute de travail et après avoir épuisé toutes les possibilités de s'en procurer, on recourra au système de l'emploi par rotation avec affectation simultanée au service obligatoire du travail. Les mesures de cette nature doivent être prises à temps et être bien préparées. Car le service du travail représente un sacrifice personnel pour celui qui y est astreint. Or, ce sacrifice sera d'autant moins lourd que l'affectation aura été mieux préparée et le service du travail mieux organisé et dirigé. On a constaté, en effet, que, lorsqu'ils sont bien préparés à la tâche extraordinaire qui leur est assignée et qu'ils sont bien dirigés dans son accomplissement, nos travailleurs savent faire preuve d'intelligence et d'habileté, et ne reculent pas devant un sacrifice.

L'aspect humain des conditions de travail doit également retenir l'attention de chaque employeur; la collectivité a le droit d'exiger qu'il s'en préoccupe. C'est à lui et au directeur d'exploitation qu'incombe le soin de maintenir intactes les forces vitales qu'ils ont à leur service. Leur tâche n'est pas seulement de veiller à la bonne marche de l'entreprise, mais aussi de consacrer une part notable de leurs efforts au bien-être du personnel. Et, pour assurer ce bien-être, il ne suffit pas d'accorder un salaire et des conditions de travail raisonnables; au centre de toute activité économique se place l'être humain.

VENTILATION S. A. STAEFA (ZÜRICH)



Spécialiste dès 1890

Dépoussiérage industriel avec ou sans filtrage de l'air
Récupération de métaux précieux
Conditionnement de l'air pour locaux de mesurage
Ventilation et chauffage par air chaud

Téléphone 93.01.36

PRÉCISION
RENOMMÉE

FABRIQUE DES RESSORTS

QUALITÉ
RÉGULARITÉ

ENERGIE

M. BRACHOTTE SAINT-IMIER

Pierres fines pour l'horlogerie et l'industrie

THEURILLAT & Co

PORRENTUAY

TÉLÉPHONE 38

Pierres à chasser, diamètre précis
Pierres à sertir
Pierres pour compteurs électriques
Pierres pour boussoles

Tous les genres en
rubis, saphirs

Pierres de balancier, bombées, trous olivés

GROSSE PRODUCTION — LIVRAISONS RAPIDES

NUSSLÉ

LA CHAUX-DE-FONDS

Téléphone 2.45.32

Fondé en 1844

Dépt. Fers - Métaux - Outillage
Dépt. Balances automatiques
Dépt. Installations de magasins

Demandez notice sur nos meubles
"NUSSLÉ - PROFIL"
à tiroirs interchangeables et
notre rayonnage mobile
"R. P. NUSSLÉ"

Pierres chassées, chatons, bouchons
Empierrage de mouvements simples et compliqués

Albert Steinmann

La Chaux-de-Fonds
Rue Léopold-Robert 109 - Tél. 2.24.59

Seul fabricant des machines à calculer «STIMA» et «TREBLA»
Se charge de la fabrication de tous genres de compteurs et de tous travaux de grande série

Le ressort de confiance



Tél. 2.34.40

VIRGILE GEISER & FILS
SUCC¹ GILBERT GEISER
LA CHAUX-DE-FONDS
TEMPLE-ALLEMAND 93

Tél. 2.34.40

Hⁿⁿ Patthey Fils, Le Locle

Rue du Midi 19 - Téléphone 3.17.13

Maison fondée en 1927

Travail extra soigné et garanti
irréprochable
Compte de chèques postaux
IV B 187

Gravure à la machine

sur mouvements - coqs - cuvettes - rochets
Travail en grandes séries
Gravure sur jauges, sur acier et sur acier trempé

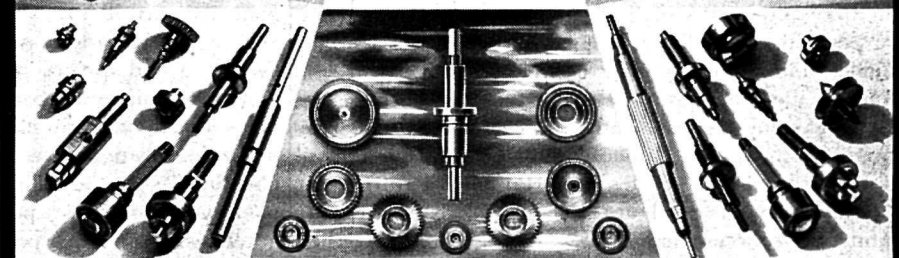
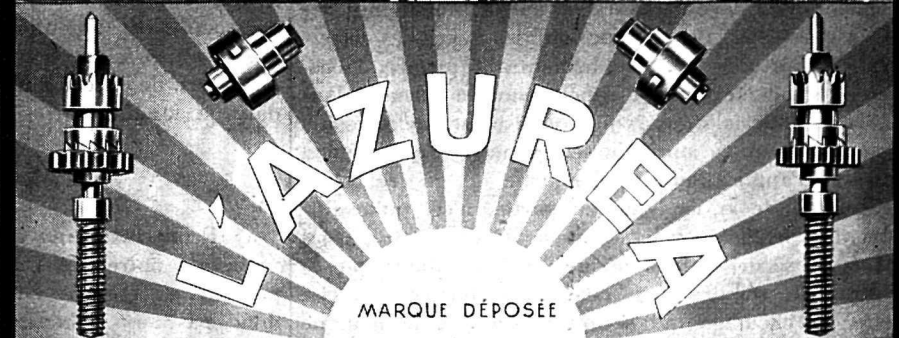
Fabrique et pivotages d'échappements en tous genres
SOIGNÉS ET BON COURANT. SPÉCIALITÉ DE PETITES PIÈCES

C. SANDOZ

Geneveys s./Coffrane

Prix modérés
Atelier bien organisé
Livraison rapide

Téléphone 7.21.26



MANUFACTURE DE FOURNITURES D'HORLOGERIE
DÉCOLLETAGE - TAILLAGE

CÉLESTIN KONRAD
MOUTIER (SUISSE)

LOUIS CAVALLI

FABRIQUE DE PRÉPARAGES DE
PIERRES POUR L'HORLOGERIE

VERSCIO (TESSIN)

TÉLÉPHONE 51.15